



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/La-CSN-demande-un-reinvestissement-massif-dans-les-services-publics>

La CSN demande un réinvestissement massif dans les services publics

- Communiqués -



Date de mise en ligne : vendredi 27 janvier 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

SHERBROOKE, QC, le 27 janv. 2017 - De passage en Estrie, le président de la CSN, Jacques Létourneau, a réitéré que le gouvernement Couillard doit profiter du prochain budget pour réinvestir massivement dans la santé et les services sociaux, notamment dans la région de l'Estrie.

« Considérant des surplus de cinq milliards pour 2015-2016, la CSN réclame la fin de l'érosion du réseau public et un réinvestissement massif pour redonner l'oxygène nécessaire à son bon fonctionnement », a affirmé son président Jacques Létourneau.

De concert avec Denis Beaudin, président du Conseil central des syndicaux nationaux de l'Estrie (CCSNE), ils ont demandé que ce réinvestissement se traduise par des embauches. « Les mesures d'austérité ont eu pour effet de détériorer les services tout en dégradant les conditions de travail des travailleuses et travailleurs. Par exemple, à Magog, on ajoute normalement 30 préposé-es aux bénéficiaires sur la liste de rappel durant l'été. Cette année, ce nombre est passé à 8. Il est donc difficile de remplir tous les quarts de travail. Ce réinvestissement est d'autant plus nécessaire qu'on apprenait récemment que le CIUSSS de l'Estrie aurait un déficit anticipé de 5 millions de dollars », affirme M. Beaudin.

Jacques Létourneau a dénoncé les surplus budgétaires qui ont été faits sur le dos des usagers et du personnel en santé et services sociaux. « Avec le surplus de 1,7 milliard de dollars constaté par le ministre Leitão, au début décembre, sans compter celui de 3,7 milliards atteint l'an dernier, il est maintenant temps de réinvestir massivement dans les services à la population qui ont été décimés par les mesures d'austérité, » affirme-t-il.

La région de l'Estrie a subi la réforme du ministre Barrette qui a centralisé à outrance le réseau, le faisant passer de 185 à 34 établissements pour tout le Québec. Cette centralisation s'accompagne du transfert des travailleurs sociaux vers les Groupes de médecine de famille (GMF) et de la régionalisation des laboratoires avec le déploiement du projet Optilab. Deux mesures que le CCSNE-CSN a vivement contestées sur toutes les tribunes.